

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

ARRÊTÉ

**portant inscription au titre des monuments historiques de l'église Saint-Pierre
située à NOYAL-SUR-VILAINE (Ille-et-Vilaine)**

LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 12 juin 2013 portant nomination de monsieur Patrick Strzoda, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de Bretagne entendue en sa séance du 3 juillet 2012 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'église Saint-Pierre située à NOYAL-SUR-VILAINE (Ille-et-Vilaine) présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation, en raison de son plan et de son évolution qui en font une des créations les plus originales de l'architecte Arthur Regnault,

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles,

ARRÊTE

Article 1 : est inscrite au titre des monuments historiques l'église Saint-Pierre de NOYAL-SUR-VILAINE (Ille-et-Vilaine) en totalité

L'église Saint-Pierre est située 9 place de la mairie sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE (Ille-et-Vilaine) cadastrée sur la parcelle 59 section AB d'une contenance de 20 ares 15 centiares. Elle est propriété de la commune de NOYAL-SUR-VILAINE (Ille-et-Vilaine), numéro SIREN 213 502 073, depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à la ministre de la culture et de la communication, sera publié au service de la publicité foncière de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 3 : La secrétaire générale pour les affaires régionales, le directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département, le maire - propriétaire, intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le 18 JUL. 2014

Patrick STRZODA

